

COMMUNIQUÉ de PRESSE

Guéret, le 9 septembre 2019

Madame la Préfète de la Creuse a reçu l'Institut de l'Élevage (IDELE) ce lundi 9 septembre à l'occasion du lancement d'une étude de vulnérabilité au risque de prédation des élevages par le loup

Depuis son retour en France dans les années 90, le loup a réinvesti naturellement les Alpes françaises, puis le Massif Central avec une dynamique de population croissante.

À ce jour, aucun des constats d'attaque sur bétail domestique expertisés par le réseau Loup/Lynx de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) n'a été attribué au loup dans le département de la Creuse comme dans ceux de la Corrèze et de la Haute-Vienne. Le loup appartenant à une espèce « colonisatrice », dont la population ne cesse de s'étendre sur le territoire national, la question de sa présence se présentera, un jour ou l'autre. En prévision, la Préfète de la Creuse lance, **conjointement avec les Préfets de Corrèze et de Haute-Vienne, une étude de vulnérabilité des élevages de leur territoire au risque de prédation par le loup.**

Cette étude, qui s'inscrit dans le cadre du **plan national d'actions loup et activités d'élevage 2018-2023**, est co-financée par l'État et le Conseil Régional de Nouvelle Aquitaine. À l'issue d'un appel d'offre, celle-ci a été confiée à l'**Institut de l'Élevage (IDELE)** qui la mènera en partenariat avec les **Chambres départementales d'agriculture**, en associant également des experts reconnus (INRA, CNRS...) pour leurs connaissances sur l'élevage et la prédation.

Madame la Préfète de la Creuse a rencontré ce lundi 9 septembre l'IDELE pour exposer les spécificités départementales et **préciser ses attentes au regard des travaux qui seront menés.**

Cette étude se déroulera de **septembre 2019 à mai 2020**. Elle consistera à identifier les élevages, leur vulnérabilité, les facteurs de risque de prédation et leur capacité à se protéger. Enfin, cette étude aboutira à des propositions de protection contre les risques de prédation.

Madame la Préfète rappelle que la présence du loup n'est pour l'instant absolument pas avérée, mais que les services de l'État restent vigilants et se préparent à cette hypothèse.